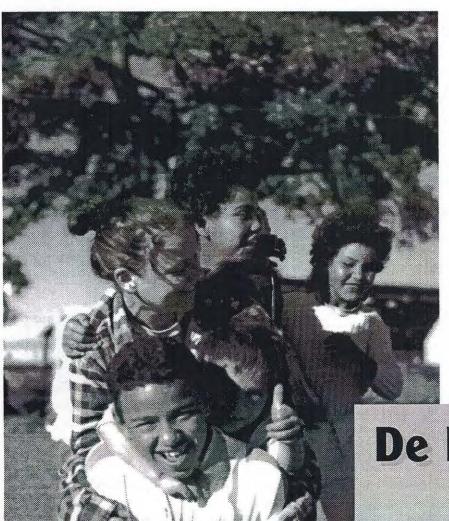
Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 18, no 4 novembre 1997



# Les stages jeunesse

De la charité

à la

solidarité



#### par Jean Greffard

u moment d'écrire ces lignes, nous venons d'apprendre que Mgr Samuel Ruiz et Raúl Vera, respectivement évêque et coadjuteur du diocèse de San Cristóbal de las Casas, au Chiapas, ont échappé à un attentat. Leur auto a été criblée de balles alors qu'avec une caravane de 60 catéchistes, ils circulaient à 300 km de San Cristóbal, dans une zone où des groupes paramilitaires liés au PRI sont très actifs. Il y aurait eu trois personnes blessées. Cela montre combien la parole et l'action de communautés qui veulent transformer un milieu pour qu'il y ait plus de liberté, de participation, de justice et de respect pour la différence, rencontrent de résistance. Cela montre aussi que quelque chose est en train de changer par la force d'un peuple qui croit à un projet allant dans le sens de la dignité des personnes et des peuples. Notre réseau d'actions urgentes a fait appel à ses membres ainsi qu'aux évêques du Québec pour manifester au gouvernement mexicain l'appui de nos réseaux aux deux évêques ainsi que notre préoccupation .

Dans ce numéro de *Caminando* nous trouvons justement le portrait de l'Église de San Cristóbal. Elle est décrite comme l'Église de demain: inculturée, avec un pasteur proche des gens, surtout des pauvres, une Église où la participation des laïques est essentielle, où foi et réalité sociale et politique ne sont pas séparées. On y vit une réalité proche de celle du Brésil où le mouvement des paysans qui luttent pour le droit de posséder et cultiver leur propre terre prend de l'ampleur. Et il y a cette bonne nouvelle qui nous parvient du Salvador où le parlement a voté en faveur de l'effacement de pratiquement toute la dette des coopératives agricoles, dette insurmontable et injuste qui menaçait de jeter dans la misère des milliers de familles de paysans.

Ailleurs en Amérique latine, la lutte pour les droits de la personne prend le visage de la dénonciation des conditions inhumaines dans lesquelles des prisonniers politiques vivent au Pérou. C'est aussi la colère évangélique d'un groupe de religieux et de religieuses du Nicaragua face au détournement de toute démocratie participative dont est victime le peuple et qui est ressentie comme une véritable exclusion. Au Honduras, c'est presque dans une clandestinité obligatoire que des travailleuses des maquiladoras apprennent à connaître leurs droits et à s'organiser pour les défendre. À l'occasion de la rencontre des parlementaires des Amériques qui s'est déroulée à Québec en septembre dernier, des ONG des Amériques se sont réunies pour chercher comment endiguer l'avalanche néolibérale. Elles ont élaboré et fait parvenir aux parlementaires une charte pour protéger les droits menacés en Amérique par une économie de marché sans contrôle: droits relatifs aux personnes, aux communautés et à l'environnement.

En ce qui concerne la vie interne du Comité, nous voulons souligner le départ de David Poirier qui a su si bien coordonner les activités du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine ces trois dernières années.

Bonne lecture.



### Là où aucune fleur ne pousse, des humains sont enterrés vivants...

U PÉROU, À 5 020 MÈTRES AU-DESSUS DU NIVEAU DE LA MER, RIEN NE POUSSE, LA TEMPÉRATURE DESCEND À 20 DEGRÉS SOUS ZÉRO, ET IL EST IMPOSSIBLE D'Y VIVRE SANS ACCUSER DE GRAVES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ.

Également au Pérou, les personnes condamnées pour terrorisme agonisent dans une cellule de 2,5 m sur 3 m où vivent entassés jusqu'à trois prisonniers. Ceux-ci passent 23 heures et demie en cellule et une demi-heure dans la cour. Ils reçoivent une seule visite de 30 minutes par mois de deux membres de leur famille directe avec lesquels tout contact physique est interdit. Ces mesures violent les traités internationaux dont le Pérou est signataire ainsi que ses propres lois nationales.

Il faut savoir que 24 % de prisonniers péruviens (soit 5 500 détenus sur une population carcérale de 18 000) sont inculpés pour terrorisme ou pour trahison. De ce nombre, un peu plus de 1 000 appartenaient à l'opposition armée. Le reste militait au sein d'organisations syndicales, étudiantes, paysannes, de femmes ou populaires. Les lois anti-terroristes de Fujimori auraient donc servi à décimer les rangs de l'opposition organisée, démocratique et pacifique du pays.

Insatisfait de l'ultra-violence avec laquelle il a tenté vainement d'écraser ce mouvement et fort des louanges reçues des chefs d'État du monde entier pour le dénouement sanglant de la prise d'otages tupacamariste du mois d'avril dernier, le régime de Fujimori marie maintenant cruauté et vendetta en transférant des prisonniers à la prison de Challapalca, située à 5 020 m au-dessus du niveau de la mer. Cette mesure est destinée à punir non seulement les détenus, mais leurs fa-

milles aussi, car il sera désormais très difficile pour elles de les visiter. Jusqu'à maintenant, plus de 50 prisonniers ont été transférés à Challapalca.

Ancien édifice abandonné, le bâtiment a été transformé en prison de sécurité maximale. Il faut mettre six heures d'auto pour se rendre à cette prison située à 211 km de la ville de Puno. Sans véhicule, les familles des détenus devront prendre un autobus qui arrive à Challapalca à une heure du matin et repart 24 heures plus tard.

Le docteur Carlos Monge Casinelli, spécialiste péruvien des effets de l'altitude sur la santé, a affirmé qu'il est possible de vivre à 5 200 mètres d'altitude, mais avec de graves conséquences sur la santé: « D'après moi, incarcérer une personne dans une prison située à cette altitude, c'est la condamner à une mort certaine. » Le docteur Jean-Paul Richalet, spécialiste français de la haute altitude, a pour sa part expliqué que les personnes qui ont des antécédents médicaux (maladies cardiaques ou pulmonaires) peuvent présenter des troubles si elles vivent à une altitude de plus de 4 000 mètres. Les personnes en santé, quant à elles, risquent de souffrir des maux liés à l'altitude qui peuvent déboucher sur de graves maladies ou même entraîner la mort.

Les prisonniers politiques péruviens sont, pour l'instant, condamnés à subir le sadisme du gouvernement Fujimori. Ne leur imposons pas, à notre tour, la peine nommée « oubli »

### Lettre à Guy Lafleur,

### décédé le 15 octobre 1997

Montréal, le 21 octobre 1997

Cher Guy,

Dès que j'ai reçu le fax m'annonçant que tu étais en congé de maladie pour un mois, j'ai tout de suite eu l'idée de t'écrire une lettre. Tu te doutes bien que j'ai des dizaines d'excuses pour ne pas avoir écrit cette foutue lettre ni la première, ni la deuxième semaine. Alors que cette idée de lettre ne me quittait plus, voilà que j'apprends que c'est toi qui nous quittes. Je l'écris donc cette lettre, tout en ayant perdu ton adresse, plus pour moi que pour toi, bien sûr.

Je voulais t'écrire pour te dire combien tu as été important pour moi. Combien j'ai toujours admiré ton sens de la pédagogie, non seulement dans les outils de communication auxquels tu as si largement contribué, mais aussi dans ta façon de travailler. Cette façon de situer les enjeux à long terme, avec tant de courage et de conviction. Cette capacité à mettre les personnes au coeur de l'organisation, aujourd'hui même dans les décisions concrètes que l'on prend. Orateur et rédacteur, praticien et philosophe, les épithètes s'additionnent à ton nom comme autant de perles au collier.

Je voulais surtout que tu saches combien tout ce que tu m'as appris m'est précieux. Même ta mort est pour moi un enseignement. Parce qu'elle m'apprend, cette mort, qu'il faut aller vers les autres avant de s'abattre comme un chêne. Qu'il faut avoir l'humilité de crier au secours lorsqu'on se noie. Leçon d'autant plus précieuse que je me sens moi-même vidé comme la bouteille de vin après le repas. Je ne crois pas à la culpabilité, je n'y ai jamais cru et n'y croirai jamais. Apprendre de ce drame, voilà ce que je me souhaite. J'ose espérer aussi que ta mort m'apprenne à ne plus attendre pour écrire mes lettres d'amour aux hommes que j'aime. Titanesque tâche pour mon rationnel cerveau d'homo sapiens.

Ma tristesse est probablement aussi grande que pouvait l'être ta douleur. Malgré toutes les larmes que j'ai pleurées depuis les premières secondes où j'ai appris ta mort, je sais qu'il m'en reste suffisamment pour continuer ma route à travers ce siècle fou. Je penserai encore longtemps à toi Guy, en sirotant un expresso allongé dans un certain café de la rue St-Laurent, en buvant une bonne bière sur mon balcon ou en écoutant le Requiem de Mozart. Je penserai surtout à toi lors de réunions houleuses où chacun tire la couverture de son bord. Je te reverrai audessus de la mêlée, sage et rassembleur, nous rappeler les objectifs pour lesquels nous sommes réunis. Alors, j'essaierai de puiser en moi, ne serait-ce qu'un soupçon de ton intelligence, pour continuer à faire vivre la solidarité et la justice comme tu as toujours su le faire.

Adieu mon ami, adieu.

David

### Stages en Amérique latine:

# Aprentissage de la solidarité ou tourisme à bon compte?

par Jean-Claude Ravet

E CAMINANDO S'EST RÉUNI À LA MI-SEPTEMBRE POUR ÉCHANGER AVEC QUELQUES PERSONNES QUI ONT PARTICIPÉ À DES STAGES DE SOLIDARITÉ EN AMÉRIQUE LATINE OU EN ONT ORGANISÉS, AFIN DE DISCUTER AVEC ELLES DE LA PERTINENCE DE TELS STAGES. BEAUCOUP D'APPELÉS MAIS PEU D'ÉLUS COMME C'EST LE CAS SOUVENT POUR DE TELS ÉCHANGES, ON PRÉFÈRE FAIRE SES BILANS À L'INTERNE PLUTÔT QUE DE LES EXPOSER AU GRAND JOUR. ÉTAIENT DONC AU RENDEZ-VOUS RENAUDE GRÉGOIRE DE « SALUT LE MONDE », SÉBASTIEN LALIBERTÉ ET MONICA DUNN D'ALTERNATIVES. DAVID POIRIER ET JEAN-CLAUDE RAVET REPRÉSENTAIENT LE CAMINANDO.

La rencontre s'est réalisée le lendemain du colloque international Solidarité des Amériques, organisé par le Réseau québécois sur l'intégration continentale, qui se tenait à l'UQAM le 17 et 18 sep-

tembre. Un des sketchs
tiré de la création théâtrale de jeunes comédiens de divers pays
des Amériques réunis
par Parminou, qui inaugurait le colloque, peut
très bien servir d'introduction au compte rendu de notre

table ronde.

Ce sketch fut motivé par le cas d'un comédien hondurien empêché de participer à la création collective de Parminou à cause du refus de l'immigration canadienne de le laisser entrer pour raison d'insolvabilité bien qu'il fut parrainé entièrement par le théâtre et par Jeunesse du monde. On mimait l'histoire d'une personne vivant au paradis qui après avoir effectué quelques séjours «touristiques» en enfer pour désennuyer de la quiétude paradisiaque, décide d'y émigrer définitivement. Mais alors, ce n'est plus la musique endiablée, les danseuses plantureuses, l'alcool et la

nourriture en abondance qui l'accueillent mais bien plutôt la violence infernale. Après avoir exigé de parler au « patron » de ce changement d'attitude inconcevable, il s'entend répliquer par celui-ci: qu'« il ne faut pas confondre tourisme et immigration».

Ce sketch, le clou de cette création collective, est une métaphore de l'abîme entre le paradis du discours médiatique faisant miroiter pour l'extérieur les vertus du capitalisme made in USA-Canada et cie, et l'enfer de la réalité soumise aux règles de fer du marché. Une métaphore qui s'applique d'une manière tout aussi juste à l'abîme séparant ceux qui se promènent en touristes sur les terres chaudes du Sud et ceux qui souffrent la dure quotidienneté marquée d'inégalités et d'injustices sans nombre. Métaphore également pertinente pour notre propre condition de plus en plus «décitoyennisée» qui rejette anonymement dans l'exclusion sociale une majorité d'appauvri-e-s sans parole et sans représentation sociale, à qui on vente par ailleurs continuellement à travers le discours médiatique et politique les « bienfaits » du paradis néolibéral, mais dont l'accès bien sûr leur demeure interdit. L'exclusion se confond avec la nature des choses, les déshérités étant les mal-



chanceux de ce loto-capitalisme, les nécessaires perdants d'un monde devenu jeu.

Une introduction, disions-nous, à notre discussion! Car l'objectif central des stages est bien de se dessiller les yeux devant les inégalités sociales tant chez nous qu'ailleurs, de sortir d'un individualisme douillet laissant intact et inquestionné le statu quo, et d'offrir une authentique possibilité de devenir solidaire. Mais cette immersion choc dans une culture étrangère, voulant ébranler les certitudes acquises, peut se vivre malgré tout sous le mode d'un tourisme de bienfaisance, d'une certain missionariat élitaire et paternaliste qui rend impossible l'objectif de solidarité visée. Les entrevues initiales des intéressés, leur formation et préparation d'un an, permettront en partie d'écarter ou d'éviter ce tourisme missionnaire. Il reste que l'apprentissage à la solidarité, s'il est l'objectif central, ne peut aucunement être «garanti». Cela demeure un pari.

La préparation d'un an est cruciale. Elle va définir bien souvent le succès ou l'échec du stage. C'est là que le participant jette ses racines dans le projet de solidarité pour en cueillir durant le séjour les fleurs et au retour les fruits par une vision transformée de sa propre réalité, une sensibilité plus aiguë et plus critique face aux problèmes sociaux et politiques d'ici et d'ailleurs, une conscience affinée face aux injustices devenues plus criantes.

Cette période de préparation est l'occasion d'apprivoiser notre propre histoire au contact de celle du pays d'accueil. On perçoit alors les trous d'une mosaïque historique qui nous la rendent incompréhensible, étrangère. L'histoire de l'Autre nous apprend à assumer notre propre histoire et à la relire avec une grille d'interprétation qui démasque une histoire «officielle» apprise par coeur. Tel les événements d'octobre qui prennent pour Sébastien une autre signification au contact de la réalité des lois d'exception, monnaie courante au Chili de la dictature. Pour tel autre ce sera la révolution «poétique» au Chiapas interpellant par son projet et ses méthodes, des consciences endormies ou désabusées.

C'est l'occasion aussi de travailler l'outil essentiel, «incontournable» pour partir: la langue. Sans la maîtrise de la langue d'accueil, l'intégration accélérée ne pourra se faire ou restera touristique et inégalitaire; le stagiaire donnera l'impression par son «mutisme» d'un désintérêt pour la culture ou encore d'une certaine arrogance.

La durée du stage est aussi déterminante. Des jeunes ont souligné à cet égard la faiblesse d'un séjour trop court (deux mois) qui les ont arrachés trop vite à un milieu qu'ils commençaient à peine à apprivoiser.

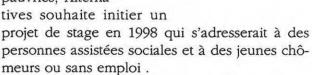
Un stage réussi, c'est donc non seulement un bon séjour dépaysant qui nous rend proches des gens s'organisant souvent avec peu de moyens, mais avec une conviction bouleversante. Il est aussi un dépaysement tel qu'il renverse les habitudes acquises, les perceptions naïves, et convie de manière pressente à la solidarité assumée comme mode d'être. Certains stagiaires continuent à se regrouper en comité de solidarité, comme ceux-là qui créèrent à leur retour un comité de solidarité avec les prisonniers politiques du Chili et qui travaillent aussi à faire venir à leur tour des militants du Chili.

Un bon stage doit faire la lutte aux mots paternalistes: aide, mission et faire saisir l'exigence d'un échange égalitaire. La mentalité du Blanc qui sait tout demeure très ancrée en chacun de nous, inconsciente.

Ces stages, de l'avis de tous, apportent plus aux stagiaires qu'à ceux qui les accueillent. S'ils permettent seulement d'apprendre à écouter et à recevoir de ceux-là qu'on considère d'une manière inconsciemment méprisante ou condescendante comme des pauvres du tiers-monde, ces pauvres envers qui la tentation de « missioner » est grande, cela serait déjà énorme.

« Salut le monde » va surtout chercher des étudiants du cégep ou d'Université au seuil de leur carrière et en partant moins militants que les stagiaires d'Alternatives. Mais la militance a aussi ses dangers : ceux d'avoir des solutions toutes faites. De manière générale on doit admettre que les stagiaires ne sont pas

des personnes vivant la condition d'appauvris et luttant pour leurs droits. Conscients de l'importance d'adapter les programmes de stages aux personnes appauvries, Alterna-



Si l'on part des commentaires de nos participants, ces stages sont importants. Certes, ils ne font pas de miracle. Après une longue expérience de formation, Renaude est très suspicieuse face à certains universitaires et particulièrement d'un champ professionnel qu'elle préfère ne pas mentionner ouvertement, qui sont imbus d'une mentalité paternaliste imperméable à une solidarité authentique. Si l'effort d'autofinancement (payer environ le tiers du stage) est l'occasion de devenir plus responsable, il est parfois contourné par des fils et filles à papa! Mais ils offrent certainement, malgré les embûches, un terreau propice à l'émergence d'engagements solidaires envers les appauvri-e-s et les exclu-e-s•

# Charte pour endiguer le *maremoto*\* néolibéral

par Joëlle Chevrier Dumas

EPUIS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN ET DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS, LES PROCESSUS D'INTÉGRATION DES MARCHÉS SE SONT ACCÉLÉRÉS PAR TOUT DANS LE MONDE. LES PAYS OCCIDENTAUX S'ARRACHENT LES MARCHÉS, FORMANT D'IMMENSES BLOCS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES. C'EST UNE GUERRE ET, COMME DANS TOUTE GUERRE, LES POPULATIONS SONT LAISSÉES POUR COMPTE. CHÔMAGE, COUPURES DES DÉPENSES EN ÉDUCATION, EN SANTÉ ET DANS LES PROGRAMMES SOCIAUX ONT ÉTÉ LE LOT DE TOUS LES NORD-AMÉRICAINS, DU MEXIQUE JUSQU'AU CANADA, DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALÉNA) EN 1994. C'EST DANS CETTE CONJONCTURE QU'EN SEPTEMBRE, DES ORGANISMES NON GOUVERNEMENTAUX (ONG) D'ICI ET D'AILLEURS ONT RELANCÉ LE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ POUR «CONSTRUIRE DES AMÉRIQUES SOLIDAIRES, DÉMOCRATIQUES, VIABLES ET SANS PAUVRETÉ».

Le Réseau québécois sur l'intégration continentale a organisé un colloque qui a réuni plus 200 représentants et représentantes de groupes syndicaux, populaires, écologistes et des droits humains des trois Amériques. Cette rencontre avait pour objectifs de faire le point sur l'intégration continentale des marchés, de promouvoir «des valeurs de justice sociale, de la démocratie et de la paix» et de produire la Déclaration des Amériques solidaires. Le comité de rédaction de la Déclaration, dont faisait partie Peter Backvis, responsable des relations internationales à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), a par la suite remis celle-ci au président de l'Assemblée nationale du Québec, M. Jean-Pierre Charbonneau, hôte de la Première Conférence parlementaire des Amériques (COPA). Cette conférence qui se déroulait après le colloque réunissait plus de 700 parlementaires de tous les pays des Amériques.

Selon M. Backvis, «une des premières coalitions contre le libre-échange a pris forme en 1986 lors des premiers pourparlers entre le Canada et les

États-Unis puis, en 1991, lorsqu'il a été question de l'ALÉNA et, finalement, une autre s'est reconstituée en 1994 pour répondre à la menace que posait le projet d'intégration panaméricain.» Dans cette course aux marchés où ce qui importe, c'est d'arriver premier, les Américains ont initié de nouvelles négociations en vue de créer, en 2005, la Zone de libre-échange des Amériques qui s'étendrait d'un pôle à l'autre. Ce processus ouvrira le chemin à l'APEC, la Coopération économique Asie-Pacifique qui comptera environ les trois quarts des échanges commerciaux de la planète.

Pendant ce temps, la souveraineté nationale des États est remise en question, et le pouvoir législatif, que constitue l'ensemble des élus, s'effrite graduellement au détriment du pouvoir exécutif qui prend de plus en plus de décisions sans les consultations nécessaires. Au cours de la COPA, les parlementaires de tous les États américains se sont penchés sur ce problème et sur les impacts sociaux, politiques, économiques et environnementaux de la globalisation des marchés de

\*Maremoto: Raz-de-marée en espagnol

même que sur le rôle qu'ils devraient jouer dans le nouvel ordre mondial. Pour M. Backvis, «lors des débats de la COPA, plusieurs parlementaires ont manifesté les mêmes inquiétudes que celles exprimées par les représentants et les représentantes des ONG au colloque du Réseau québécois.» La Déclaration leur était d'abord destinée.

Par l'entremise de celle-ci, les ONG leur font connaître leur opinion sur le néolibéralisme qui est «loin de placer la personne au centre du développement» et qui «cherche plutôt à adapter les facteurs humains, sociaux, environnementaux et culturels aux besoins de rentabilité des entreprises et d'une compétitivité accrue». Le libre-échange a accentué les écarts entre les riches et les pauvres. Les grandes entreprises font des profits record, alors que le chômage perdure et qu'un plus grand nombre de personnes doit faire voeu de pauvreté bien malgré elles. Les femmes, les enfants, les travailleurs migrants et l'environnement sont particulièrement touchés par ces politiques néolibérales. Les ONG dénoncent par ailleurs le manque de transparence entourant les négociations de l'Accord du libre-échange des Amériques (ALÉA). Ces négociations se déroulent en l'absence des groupes populaires et sociaux. «Le forum des ONG n'a pas été reconnu parce quatre pays, le Mexique, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou, s'y opposaient, selon M. Backvis. Les ONG veulent participer, parce que ces accords vont bouleverser les paysages culturels, politiques, sociaux et économiques des pays, et ces divergences seront d'autant plus grandes que les façons de faire et de penser diffèrent grandement d'un État à l'autre. Ces groupes espèrent que «les accords d'intégration déboucheront sur un véritable pacte de développement économique, social, humain et durable» et qu'ils encourageront le développement d'une économie solidaire où les activités économiques ne feraient pas appel aux mécanismes du marché, mais à d'autres types de rapports sociaux, comme les garderies à

but non lucratif, les ACEF, des projets agricoles menés par des coopératives, etc.

Pour y arriver, ils demandent l'adoption d'une charte qui protège l'environnement et les droits de la personne et des collectivités, charte qui serait incluse dans tout accord transcontinental. Les accords devraient comprendre également une série de mesures qui interdiraient l'exploitation des enfants et qui permettraient la mise sur pied de programmes sociaux de base dans les domaines de l'éducation et de la santé, par exemple, et de mécanismes de compensation pour les pays et les régions moins développés. «Il faut aller audelà de l'expression des voeux pieux, aux dires de M. Backvis. En Haïti, on n'a pas cinq sous à mettre dans les programmes sociaux.» La Déclaration stipule aussi qu'«il ne saurait être question de renoncer aux pouvoirs de l'État national et des communautés locales ni aux projets nationaux de développement, encourageant ainsi les élus à promouvoir la souveraineté des États. Les ONG demandent aussi que Cuba, qui a été jusqu'à maintenant exclu des discussions de l'ALÉA, participe à ces négociations.

La prochaine étape pour les ONG sera le second sommet des chefs d'État sur les modalités des négociations de l'ALÉA qui se déroulera à Santiago au Chili en avril 1998. Les organismes présents à Montréal comptent bien s'y rendre et être associés aux travaux tout comme l'est le forum des gens d'affaires. Ils prévoient élaborer davantage les mécanismes de surveillance et de plainte auxquels les citoyens pourront avoir recours si la charte n'est pas respectée. Pour sa part, le Réseau québécois travaille avec l'équipe canadienne pour lui faire part de ses préoccupations et pour lui demander de mettre en place un mécanisme formel de consultation auprès de la population pour ce qui est des négociations de l'ALÉA, même si le forum des ONG n'est pas reconnu par l'ensemble des gouvernements

Déclaration d'un groupe de religieuse et de religieux du Nicaragua solidaires des plus pauvres, dénonçant l'attitude et la politique du gouvernement d'Arnoldo Alemán

## Une colère évangélique...

OUS AVONS ÉTÉ TRÈS PRÉOCCUPÉS CES DERNIÈRES SEMAINES PAR L'AUGMENTATION DES TENSIONS SOCIALES. LA DÉMOCRATIE AU PAYS EST DANS LE COMA. SI ON NE RETROUVE PAS UNE VOLONTÉ D'EXERCER DÉMOCRATIQUEMENT LE POUVOIR DANS LA GESTION DE LA VIE PUBLIQUE, ON AURA BEAU AVOIR DES INSTITUTIONS ET DES LOIS, CELA NE SUFFIRA PAS.

Nous croyons que la mobilisation est non seulement une forme valable et légitime de lutte populaire, mais qu'elle constitue une part importante du jeu démocratique. «L'estomac a des raisons que la raison ne connaît pas», pourrait-on dire pour paraphraser Pascal. C'est pourquoi, nous, un groupe de religieuses et de religieux préoccupés des questions de justice et de paix, voulons exprimer notre opinion au sujet de la vie démocratique au pays.

La société civile ne peut pas être tenue en otage par un gouvernement qui ne remplit pas ses obligations. Les secteurs les plus abandonnés de ce pays et qui espéraient peut-être trouver les emplois promis par le président actuel, lors de la dernière campagne électorale, sont désillusionnés et frustrés. Nous voyons que le néolibéralisme qui règne depuis quelques années a peu à peu fermé les espaces qui permettaient la participation populaire aux prises de décisions politiques et qu'il a même commencé à manifester son autoritarisme en utilisant la répression pour imposer ses mesures. Cela nous préoccupe grandement.

La démocratie n'est pas seulement une reconnaissance de mécanismes formels qui, en soi, ne sont rien, surtout s'ils fonctionnent indépendamment de l'exercice d'une participation populaire. Sans celle-ci il n'y a pas de démocratie. Le droit à la mobilisation fait partie de l'exercice de la démocratie. Sans une société civile forte, il n'y a pas de démocratie. La réalité est plurielle et ne peut être contenue uniquement dans deux visions polarisées. Une démocratie ne peut pas fonctionner sans droits humains, sans droit au travail, à un logement décent, à une terre à cultiver, à l'accès à la culture.

En tant que religieuses et religieux, nous ressentons de la colère - une colère évangélique - face aux pratiques politiques, économiques, sociales et culturelles de ce gouvernement, qui n'ont rien en commun avec les idéaux de l'Évangile de Jésus de Nazareth. L'idéal de justice sociale, de paix construite dans la dignité, de respect dû à tout être humain (et à toute forme de vie), en particulier à la femme opprimée et marginalisée, de solidarité avec les plus appauvris par les pratiques économiques excluantes du néolibéralisme, nous fait rejeter positivement toute mesure qui ne favorise pas la dignité humaine et le respect de la vie.

Nous nous unissons aux personnes, hommes et femmes de bonne volonté, et aux groupes qui promeuvent la conduite d'une société libre et démocratique. Nous invitons tous les citoyens et citoyennes de ce pays à ne pas tomber dans la folie de la violence déchaînée et à créer ensemble une nation juste et libre.

Nous ne voulons pas de résignation car la violence a plusieurs visages. La pire, c'est la violence originelle, la violence structurelle d'un système qui tue lentement ses citoyens, et la violence institutionnalisée et répressive.

Nous lançons à tous un appel à chercher ensemble les chemins qui conduiront à une culture de réconciliation et de paix pour contrer ce système de mort. Nous croyons à la force de la non-violence active, au combat pour la justice sociale, pour les droits humains, les droits des pauvres et des jeunes, mené avec de l'imagination créatrice, pour

demeurer actifs et vigilants dans des pratiques démocratiques en accord avec les besoins de notre temps.

Nous nous sentons proches et solidaires de tous ceux et celles qui recherchent la justice et la paix parce que la Parole prophétique de Dieu nous interpelle: «Le Seigneur exercera son autorité sur les nations et sera l'arbitre de peuples nombreux, qui de leurs épées forgeront des socs et de leurs lances des faucilles. Les nations ne lèveront plus l'épée l'une contre l'autre et l'on ne s'exercera plus à la guerre...» (Isaïe 2, 4).

### Le 6% constitutionnel pour l'éducation

Dans un monde de plus en plus globalisé, l'éducation est un secteur-clé pour sortir de l'exclusion. On comprend alors la lutte menée par les étudiant-e-s universitaires pour obtenir que le 6% du budget censé être destiné à l'éducation, tel qu'inscrit dans la Constitution, le soit effectivement. La non-application de cette clause constitutionnelle et le va-et-vient institutionnel auquel elle a été soumise ces dernières années ont été source d'instabilité sociale et politique.

Si les méthodes utilisées par les étudiants sont discutables, celles adoptées par la police pour maintenir la «paix» le sont d'autant plus. La mort d'un étudiant et d'un employé universitaire en décembre 1995, la violation de l'autonomie universitaire, la détention de plus de 150 étudiants ces derniers jours, les fouilles de maisons effectuées sans mandat judiciaire dans 17 quartiers de la ville, la capitale du pays soumise à un contrôle policier démesuré et le spectacle grotesque d'un recteur étendu sur le sol, sans défense, matraqué par un policier, ce sont là des événements symbolisant que la raison a été dépassée par la force brutale. Ce n'est pas avec le matraquage d'étudiants ou de recteurs que l'on pourra construire une solide société démocratique.



### La communauté ecclésiale de base «SAN PABLO APOSTOL»

**COLONIA 14 DE SEPTIEMBRE** 

Managua, 15 de julio de 1977

### Frères et soeurs, signataires de la déclaration «Une colère évangélique...»

Nous avons écouté et lu avec beaucoup d'émotion la courageuse déclaration que vous nous avez fait connaître. Que Dieu vous bénisse parce que c'est Lui qui vous a inspirés!

Lorsque notre assemblée s'est réunie dimanche pour prier, remercier le Seigneur et lui demander ses bénédictions, nous avons décidé de ne pas nous taire et de répondre à votre déclaration, en vous faisant connaître nos sentiments et commentaires à son propos.

Nous en étions venus pratiquement à croire que la capacité de prophétiser s'était éteinte dans l'Église, tellement étaient peu nombreux les prophètes qui restaient et mis en évidence le triomphe de l'Église officielle, patriarcale et verticale, douloureusement liée au pouvoir. Mais quelle joie ce fut pour nous de découvrir que nous nous étions trompés et qu'il y a encore des hommes et des femmes de l'Église officielle identifiés à la cause populaire, celle des plus pauvres qui est celle de Jésus Christ.

Votre déclaration nous a remplis de foi et d'espérance; elle a ressuscité notre confiance que des changements au sein de l'Église, et sa conversion en tant qu'institution à la cause des pauvres, sont encore possibles.

Plusieurs de ceux qui prétendent être les guides spirituels du peuple lui demandent de ne pas manifester et de patienter parce que, selon eux, le nouveau gouvernement ne peut pas résoudre les problèmes en six mois. Quand le peuple sort dans la rue pour protester avec dignité et courage, ils le stigmatisent en le traitant de violent et déstabilisateur.

Avec ce genre de prédication, on veut annuler la capacité qu'ont les pauvres de se défendre contre les assauts et les injustices auxquels le système social et économique actuel les soumet avec violence. On veut que les personnes qui souffrent cette violence s'abstiennent de protester de peur qu'ils ne soient traités eux-mêmes de violents.

On entend fréquemment des gens qu'on suppose être des «intellectuels» condamner la lutte populaire avec des arguments prétendument critiques. En plus, ceux-ci se définissent comme étant de la gauche. Dans le fond, ils disqualifient la protestation parce qu'elle serait, selon leur point de vue, manipulée par des intérêts étrangers à ceux qui protestent. Il y a eu tant de venin dans certains écrits que la droite la plus radicale les a utilisés ensuite comme arguments solides pour attaquer les protestataires.

Ces intellectuels de «gauche» ont été un jour du côté de la lutte populaire — il y en a même qui l'ont fait au risque de leur vie — mais ils ne peuvent plus supporter de mettre aujourd'hui en danger leur confort et leur automobile.

Avec votre déclaration, vous réactivez et animez la résistance des pauvres. Vous nous démontrez que l'Église des pauvres n'a pas été neutralisée malgré l'agression systématique dont elle a été l'objet de la part de l'Église officielle et des tenants du néolibéralisme avec lesquels elle fait cause commune.

Vos paroles contredisent ceux qui nous annoncent que la fin de l'histoire est arrivée, que toute lutte est inutile et qu'elle n'en vaut pas la peine parce qu'il n'y a pas d'alternative. La force de vos paroles nous incite à demeurer debout, à ne pas renoncer à l'utopie et à croire fermement aux paroles du Seigneur mises dans la bouche du prophète Isaïe que vous citez à la fin de votre lettre.

En terminant, nous voulons vous dire que vous avez confirmé notre certitude que l'intégration entre foi et révolution est loin d'être disparue malgré les déclarations de quelques évêques qui affirment triomphalement la disparition totale de ce qu'ils appellent l'Église populaire.

Que notre Seigneur continue de vous remplir de l'Esprit Saint et de soutenir votre marche sur ce chemin qui est le chemin du peuple, qui est le chemin de Dieu.

La Communauté ecclésiale de base San Pablo Apóstol,

Por la CEB "San Pablo Apostol" Colonie 14 de Septiembre

Rafael Valdez Rodríguez

Coord. CEB

era González P.

Primer vocal

Belfia Gutierrez Pineda

Tesorera

Gioconda Lara M.

Vice-secretaria

Secretaria

Mitchelle Gómez G.(2do.vocal)

aldez R.(Fiscal)

# L'autre visage du Mouvement des paysans sans terre

par Frei Betto, tirée de Noticias Aliadas, avril 1997

ES MILLIERS DE PERSONNES SE JOIGNIRENT À LA LONGUE MARCHE DES 1 500 PAYSANS SANS TERRE, ORGANISÉE PAR LE MOUVEMENT DES TRA-VAILLEURS RURAUX SANS TERRE (MST), QUI S'EST TERMINÉE AU MILIEU D'AVRIL DANS LA CAPITALE, BRASILIA. LE PÈRE DOMINICAIN FREI BETTO, NOUS OFFRE UNE RÉFLEXION SUR LE MST.

Le 17 avril, dernier arrivait à Brasilia la marche nationale organisée par le MST pour obtenir justice, travail et réforme agraire. Un sondage effectué en mars par la maison Ibope à la demande de la Confédération Nationale de l'Industrie a constaté que 85 % des personnes consultées appuient les occupations de terre à condition qu'elles se fassent sans violence et sans mort; 94% considèrent juste la campagne du MST pour la réforme agraire et 77% considèrent le MST comme un mouvement légitime. Et la donnée la plus significative: 88 % disent que le gouvernement devrait confisquer les terres non productives et les distribuer à ceux qui n'ont pas de terre.

Lorsqu'un religieux défend la réforme agraire, il n'est pas rare qu'on lui dise: pourquoi l'Église ne commence-t-elle pas par ses propres terres? La réponse est toute simple: elle l'a fait depuis longtemps et, aujourd'hui, selon l'Institut de colonisation et de la réforme agraire (INCRA), il ne lui reste que 179 400 hectares dans tout le pays. Cela équivaut au 0,05% des terres possédées par les grands propriétaires qui constituent plus 362 millions d'hectares. Et l'Église va voir à ce que prochainement les terres qui lui restent passent aux mains des paysans sans terre. Un détail: les 20 plus grands propriétaires terriens possèdent ensemble une superficie égale à celle qui ont 3,3 millions de petits producteurs agricoles.

Par la faute des médias qui ne montrent presque ja-

mais l'autre côté de la médaille, beaucoup de gens ignorent que le MST, fondé en 1984, est organisé dans 21 États, où il a permis, grâce à l'occupation de terres abandonnées, à 138 mille familles de s'établir. Aujourd'hui, ces familles ont un revenu moyen de 3,7 salaires minimum mensuels, ce qui atteint la moyenne nationale.

Que sert d'occuper des terres si les paysans n'ont pas accès au crédit, à l'assistance technique, ne jouissent pas d'infrastructures adéquates? C'est ce que critiquent ceux qui font ressortir davantage la supposée incapacité des paysans plutôt que les grandes extensions de terres improductives des grands propriétaires.

Or le MST a mis sur pied, en 1992, le Système Coopératif de ceux qui sont établis sur une terre (SCA), affilié à la Confédération des coopératives de la réforme agraire (CONCRAB). Cette dernière réunit 45 coopératives de production agricole, 10 coopératives régionales de commercialisation et des dizaines d'associations et de coopératives centrales dans 8 États. Et il s'établit présentement dans 5 autres États...

Que fait le CONCRAB? Elle produit du matériel éducatif sur la comptabilité, les questions de travail; elle promeut des cours en différentes techniques agricoles. Pour y arriver, elle compte, à Veranopolis, Rio Grande do Sul, sur l'Institut Technique de formation et de recherche de la réforme agraire (ITERRA).

Ces quatre dernières années, la CONCRAB a mis près de 300 millions de dollars à la disposition des fermes, grâce au programme spécial de crédit pour la réforme agraire et à des ententes signées avec les ministères du Travail et de l'Agriculture.

Ceux qui voudraient voir pour le croire devraient visiter les fermes coopératives hautement productrices comme celles de Sao Mateus, Espirito Santo, qui récoltent 10 mille sacs de café; ou celles de Sarandi, qui produit 13 000 litres de lait par jour. La Cooperal,

à Bagé, Rio Grande do Sul qui fait partie de la CONCRAB, est la plus grande productrice de semences oléagineuses en Amérique latine. Les fermes coopératives de Hulha Negra et de Bagé représentent 40 % de la production nationale de semences d'horticulture.

En résumé, le MST occupe les terres pour les travailler et pour les faire produire. La grande propriété les accumule pour spéculer. Ce n'est pas le MST qui est dans l'erreur.

### Belle victoire pour les paysans au Salvador

## La dette agraire est sur le point d'être annulée

Après un parcours sinueux à l'Assemblée législative salvadorienne pendant plus d'un mois, la législation qui annule la dette agraire a été adoptée par la majorité parlementaire le 30 octobre 1997. Seuls les députés de l'ARENA, parti au pouvoir, ont voté contre la proposition qui avait été introduite la semaine précédente par le *Partido de la Democracia Cristiana* (PDC). L'annulation de la dette agraire a été une priorité législative du FMLN Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional, constitué en parti politique depuis la signature des accords de paix en 1992), ses députés parlementaires étant les instigateurs de la lutte pour son annulation.

Il y a à peine quelques semaines, les paysans et les coopératives faisaient face à un avenir incertain quand le *Partido de Conciliacion Nacional* (PNC) et le PDC ont fait marche arrière et ont proposé une annulation de seulement 85 % des dettes agraires, pourcentage avec lequel l'ARENA s'était montré d'accord. Cependant, la solidarité du secteur agraire du pays semble avoir été plus influente que la volonté des partis de droite.

La nouvelle loi stipule ce qui suit:

- **1.** une annulation totale de la dette agraire pour les fermiers et coopératives qui doivent acquitter une somme inférieure à 500 000 *colones* (équivalent à environ 80 000 \$ canadiens);
- **2.** une annulation de 93 % de la dette si le mon tant à acquitter est supérieur à 500 000 colones;
- **3.** un financement du 7 % de la dette qui reste rait à acquitter (si le montant est supérieur à 500 000 *colones*) sur une période de 12 ans (dont deux ans sans intérêt) à un taux d'intérêt de 6 % (taux actuel au pays).

Cependant, tout n'est pas gagné car la loi doit être ratifiée par le pouvoir exécutif. Pour accentuer la pression populaire en faveur de cette loi, 40 000 paysans étaient attendus le 6 novembre dernier au Palais présidentiel pour manifester leur appui à la loi.

La solidarité internationale a été importante pour le secteur agricole et coopératif salvadoriens au cours des derniers mois et dernières années. C'est pourquoi on peut parler d'une belle victoire.

Source: Committee in Solidarity with the People of El Salvador (CISPES)

### **Honduras**

### **Avocates populaires**

par Paul Jeffrey de Noticias Aliadas, juin 1997

ES JEUNES FILLES APPRENNENT À DÉFENDRE LEURS DROITS DANS LES ZONES FRANCHES. CES JEUNES FEMMES TELLEMENT RECONNUES POUR LEUR CAPACITÉ DE COUDRE DES BOUTONS À UN RYTHME RECORD QUE DES ENTREPRISES VIENNENT DE L'AUTRE BOUT DU MONDE POUR EXPLOITER LEUR TALENT. MAIS FATIGUÉES DES ABUS RÉPÉTÉS, ELLES SONT EN TRAIN DE S'ORGANISER POUR Y FAIRE FACE; ET BIENTÔT, ON LES RECONNAÎTRA AUSSI POUR LEUR REFUS DE SE FAIRE CONTINUELLEMENT EXPLOITER.

Avec plus de 85 000 travailleurs et travailleuses dans les *maquilas* (entreprises établies dans des zones franches), le Honduras est devenu en Amérique Centrale le plus grand pays hôte d'entreprises de propriété étrangère qui exportent aux États-Unis.

Trente de ces travailleuses - elles sont toutes des femmes, sauf un homme - se réunissent tous les dimanches au bureau du Comité hondurien des droits humains (CODEH), à San Pedro Sula. Chacune est arrivée à ce bureau porteuse d'un problème et a ensuite été invitée à entrer dans un programme de formation d'avocates populaires. Ces travailleuses dotées d'une formation en code du travail continueront de travailler dans les entreprises et fourniront discrètement de l'information et de l'assistance juridique à leurs compagnes et compagnons.

«L'information, c'est un pouvoir. Quand un secteur de la population n'y a pas accès, il devient une proie facile qu'on peut exploiter», dit Maritza Paredes, avocate coordinatrice des sessions de formation du CODEH, commencées depuis un an. Les participantes discutent des complexités du Code du travail au Honduras, du code de la famille et d'autres documents qui en théorie fixent les règles des pratiques de l'emploi. Ces documents

légaux continueront de n'avoir aucune prise sur la réalité tant que le travailleur n'aura pas pris conscience de leur contenu et n'exigera pas leur application.

"Ces dernières années, j'ai perdu une bonne partie de mon salaire et des avantages de mon emploi parce que je ne savais pas quels étaient mes droits", dit Francisca Reyes, une jeune femme de 20 ans qui a commencé à travailler dans les *maquilas* à 13 ans. "J'avais peur d'élever la voix. Mais, maintenant, je n'ai plus peur. Je connais la loi."

Francisca est une des quelques travailleuses-avocates prêtes à révéler leur nom. La majorité d'entre elles cependant sait que si l'administration les découvre, elles seront probablement congédiées. «C'est pourquoi nous ne disons pas qui elles sont», dit le directeur de CODEH, à San Pedro Sula.

Le ministère du Travail existe supposément pour protéger les droits des travailleurs des *maquilas*, dont 85 % sont des femmes. En pratique, ses lentes méthodes bureaucratiques favorisent les propriétaires des entreprises textiles. Lorsqu'une travailleuse est congédiée injustement parce qu'elle est enceinte, ou parce qu'elle ne veut pas faire des heures supplémentaires, ou parce qu'elle a essayé de constituer un syndicat, le gouvernement n'est pas d'un grand secours. «Il vaut mieux recourir à



un avocat qui te volera la moitié de ce que tu gagnes que recourir au Ministère et tout perdre», dit Francisca. «Le Ministère s'est fait acheter par les Coréens».

Quarante des 200 maquilas du Honduras sont la propriété de compagnies coréennes qui sont venues profiter de l'accord préférentiel sur les produits textiles conclu par le pays avec les États-Unis. Cependant, les travailleuses disent que les gérants coréens ont coutume de les frapper, de les menacer, d'abuser verbalement et sexuellement d'elles. Jesus Canahuati, vice-président de l'Association Hondurienne des Maquiladores (AHM) admet que les Coréens constituent un problème: «La mentalité de ces compagnies est beaucoup plus stricte. Les deux cultures sont vraiment distinctes.» Il dit que l'AHM a dû organiser pour les gérants coréens des séminaires spéciaux sur le Code du travail au Honduras et sur la façon de travailler avec les personnes pour qu'elles coopèrent avec l'entreprise.

Depuis les commencements de l'invasion des maquilas au Honduras, il y a sept ans, l'atmosphère au travail s'est améliorée. «Certaines conditions de travail ont changé. Il y a de l'air climatisé ou des extracteurs d'air dans certaines fabriques; les travailleuses n'ont plus à chanter en coréen ou saluer les patrons par une révérence comme avant.

Mais on continue avec les insultes... Elles doivent travailler des heures extra contre leur volonté. Les renvois injustifiés continuent aussi..., dit le directeur du CODEH.

Les tentatives répétées de former des syndicats à l'intérieur des fabriques ont obtenu peu de succès. Une seule entreprise sur six a un syndicat aujourd'hui. Une entente signée en 1995 entre la AHM et différents syndicats de travailleurs a créé un comité conjoint pour résoudre les conflits dans les centres de travail. Si le comité bilatéral ne peut

résoudre un problème, c'est alors que supposément intervient le Ministère. «Notre position est que le linge sale se lave en famille», nous dit M. Canahuati.

Le directeur du CODEH soutient que, même si cette entente a été utilisée par l'ambassadeur du Honduras à Washington pour épater de possibles acheteurs en textile, elle a signifié peu de progrès sur le terrain, en partie parce que les syndicats honduriens ne fonctionnent pas. «Derrière le dirigeant syndical hondurien, on trouve la corruption. Les dirigeants ne jouissent pas de la confiance du peuple», ajoute-t-il.

Le CODEH n'est ni pour ni contre le fait d'organiser des syndicats. \*Les travailleuses ont leurs propres intérêts qui souvent ne sont pas les mêmes que ceux des dirigeants des syndicats\*, affirme Mme Paredes. Ce que Francisca et d'autres travailleuses-avocates populaires feront, ce sera éduquer leurs collègues, pour les aider à prendre conscience de leurs droits et des ressources légales sur lesquelles elles peuvent compter lorsqu'ils sont violés. CODEH anime aussi une émission radiophonique du soir sur les ondes d'un poste de radio catholique, spécialement conçue pour les travailleurs et travailleuses des maquilas où l'on donne de l'information ainsi que des conseils en matière de lois.

### Mexique

## L'Église au XXIe siècle

par Alfredo José Parra, sj

U COURS D'UNE EXPÉRIENCE D'UN MOIS AU CHIAPAS, J'AI EU LA CHANCE DE CONNAÎTRE DE PRÈS LE TRAVAIL PASTORAL ET TOUS LES PROJETS DE CETTE ÉGLISE RÉNOVÉE DANS L'ÉTAT DU CHIAPAS, CELLE DE SAN CRISTÓBAL DE LAS CASAS. J'AI AUSSI CONNU DE PRÈS LE TRAVAIL DU GROUPE DE JÉSUITES MEXICAINS QUI EST ARRIVÉ EN 1958 DANS LES COMMUNAUTÉS INDIGÈNES DE PALENQUE, ARENA, CHILLÓN ET BACHAJÓN. AU COURS DE MON SÉJOUR, J'AI PU ÊTRE TÉMOIN DE PRÈS AUSSI DE LA DÉTENTION (LE 8 MARS) DE JERÓNIMO ALBERTO ET GONZALO ROSAS, S.J., ET DES LEADERS INDIGÈNES RAMÓN PARCERO ET FRANCISCO GONZÁLEZ. UN MONTAGE JUDICIAIRE GROSSIER AVEC DES PREUVES PRÉFABRIQUÉES, DES FAUX TÉMOINS ET DE FAUSSES ACCUSATIONS. LES MÊMES MÉTHODES ADOPTÉES PAR LES MILITAIRES DANS MA PATRIE, LA COLOMBIE. ENFIN TOUT S'EST ARRANGÉ, ET ILS ONT ÉTÉ LIBÉRÉS LE MATIN DU 13 MARS.

Mais je veux surtout vous parler de l'Église autochtone et laïque du diocèse de San Cristóbal de las Casas, en tant qu'expérience de participation de la communauté croyante de demain. J'énumérerai les caractéristiques qui ont attiré mon attention.

#### Une Église inculturée

Au milieu de toutes les ethnies du diocèse (il y en a dix), les missionnaires ont appris les langues locales à la perfection. Les jeunes et les vieux prêtres et frères parlent tous le chol, le tzeltal, le tsoltsil et le soque. Du Père Mardonio Morales, qui y vit depuis 40 ans, jusqu'à Oscar Rodríguez, qui y vit depuis 5 ans. Et on ne comprend pas l'inculturation seulement comme la maîtrise de la langue, mais comme une fenêtre ouverte sur la vision du monde et la logique de l'univers indigène, sa relation avec la nature, avec les frères et les soeurs (c'est ainsi qu'ils s'appellent entre eux), avec les métis, c'est-à-dire, avec nous. Tout cela pour favoriser la conservation de leurs traditions et de leur savoir ancestral.

On traduit la Bible dans ces langues; on adapte de façon créatrice et rénovée toute la liturgie.

#### Une Église avec un pasteur très proche et ami

Don Samuel Ruiz, tellement critiqué et vitupéré, mais tellement aimé par les indigènes et le clergé, est une figure centrale dans ce processus ecclésial. Dès son arrivée dans le diocèse, il s'est rendu compte des situations de misère, d'inégalité et d'abandon dans lesquelles vivaient les indiens, et peu à peu il a changé sa façon de procéder comme pasteur. Aujourd'hui tout le monde l'appelle Tatic Samuel, qui est un titre à la fois affectueux et respectueux qu'on utilise envers les personnages principaux de chaque ethnie: les autorités, les vieillards, les prêtres, etc. En 1974, Tatic Samuel convoqua le premier Congrès indigène qui apporta un grand encouragement aux descendants des Mayas dans le Chiapas. Des groupes qui ne se connaissaient pas se réunirent pour la première fois; ils découvrirent qu'ils vivaient des problématiques semblables et qu'ils pouvaient s'organiser pour trouver des solutions porteuses d'espérance.

#### Une Église qui allie foi et politique

Dans les années 70 commencèrent les grandes récupérations de terres qui aux XVIe et XVIIe siècles avaient été concédées aux indiens par les rois espagnols, avec titres de propriété. Mais dans les années 80 vint la grande répression du gouvernement contre les communautés et en général contre toute l'Église du Chiapas. Le récent épisode de la détention de deux prêtres et deux leaders indiens se situe dans le contexte du problème de la terre, opposant les groupes indiens organisés et les grands propriétaires terriens. Ceux-ci qui cherchent à récupérer de grandes extensions de terre pour l'élevage en en chassant les communautés.

Après le soulèvement des zapatistes en 1994, le gouvernement fédéral a redistribué plusieurs terres, mais maintenant leurs anciens propriétaires veulent les récupérer. Le diocèse a accompagné pastoralement les communautés indiennes dans leur juste combat.

#### Une Église avec une vie religieuse indigène

Il y a 15 ans, une jeune Tzeltal est allée chez les religieuses Filles du Divin Pasteur à Chillón, et elle leur a dit qu'elle désirait devenir religieuse mais sans perdre ses coutumes, sa langue, sa facon de se vêtir, et d'habiter dans sa communauté avec ses frères: c'est-à-dire sans se métisser. Sur le coup, les soeurs ne surent pas quoi faire, mais après une réflexion communautaire et plusieurs consultations, elles décidèrent d'appuyer cette indienne, Sebastiana. Peu à peu on inventa un style de vie pour elle, avec accompagnement, exercices spirituels dans la vie courante, prière, conformément à ce qu'elle désirait. Auparavant, elle assurait la catéchèse des enfants et visitait les malades dans sa communauté; elle a continué de le faire, sans se marier et avec un serment équivalent aux voeux religieux. D'autres jeunes filles se joignirent à elle par la suite, avec les mêmes aspirations. C'est ainsi que s'est constituée une communauté qu'elles appellent les soeurs mineures du Divin Pasteur parce qu'elles n'osent pas s'appeler filles. Il y a aujourd'hui un groupe nombreux de femmes indigènes qui mènent, disons en secret, ce style de vie et qui pensent toujours au service humble de leurs communautés sans perdre leur identité.

#### Une Église avec des ministres laïques

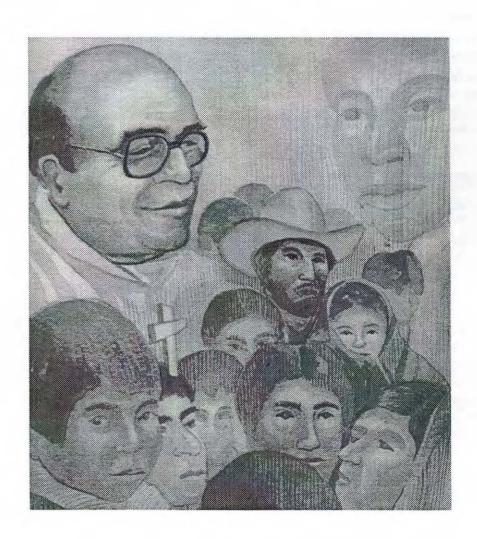
l'ai été très heureux de voir le travail des diacres indiens. Ils prêchent la Parole, préparent aux sacrements, participent à la recherche de solutions aux problèmes familiaux, distribuent la communion, prient. Et tout cela à partir de leur propre culture, sans abandonner leur travail quotidien, et dans leur propre langue. C'est un ministère qu'ils partagent avec leurs épouses, qui ont été elles aussi bénies et qui portent une médaille spéciale quand elles accompagnent leur mari dans toutes leurs activités. Ce qui me frappe, c'est l'humilité et la bonté manifestées dans ce ministère. La majorité d'entre eux vont nu-pied. En leur présence j'ai senti la même émotion que Pierre, Jacques et Jean ont pu ressentir aux côtés du Maître. Ils ont une noblesse de sentiments et un sens de la responsabilité dans tout ce qu'ils font qui étonnent vraiment. Plusieurs sont des candidats au sacerdoce, dans un futur prochain.

#### Une Église persécutée et en conversion permanente

Tatic Samuel, ses prêtres et plusieurs de ses ministres laïcs ont été calomniés et diffamés de différentes façons. Don Samuel a formé, après la soulèvement des zapatistes en janvier 1994, la Commission nationale de médiation (CONAI). Avec d'autres personnalités, des artistes et des intellectuels, il a contribué à jeter les bases d'une négociation pacifique du conflit dans toute la région. Pour plusieurs médias, vendus au PRI, et pour beaucoup de gens du gouvernement fédéral, Tatic Samuel était l'inspirateur de l'armée zapatiste. D'autres groupes l'ont proposé au prix Nobel de la paix de 1994. Plusieurs prêtres de son diocèse, tous étrangers, ont été expulsés, accusés de subversion et d'atteinte à la paix et la démocratie au Chiapas. L'un d'entre eux, le curé de Yajalón, est un américain qui y travaillait depuis plus de 25 ans. Le 12 mars nous avons participé dans une marche-pèlerinage, de Chillón à Yajalón, pour demander le retour du Père Lauren et d'autres prêtres expulsés ainsi que la libération des prisonniers du 8 mars. Je me souviens que le Père Arrupe, lors de sa visite à la tombe de saint François Xavier en Asie, a prié en demandant des persécutions pour la Compagnie. Si les chiens jappent, mon cher Sancho, c'est signe que nous avançons.

### Une Église du charisme, l'égalité et le non-pouvoir

Les jours passés au Chiapas ont été pour moi un avant-goût de ce que pourrait être l'Église dans les siècles à venir. Une communauté de croyants qui vit véritablement et radicalement l'amour et le service selon le style de Jésus et de son Évangile. Où l'on croit profondément que le service, le ministère, commence par là où on a les pieds, avec toute la charge d'humilité que cela comporte. Une Église qui revient à ses origines, à l'anonymat, à la vie cachée, à la « dé-structure », ouverte à l'air frais de l'Esprit, où le Pasteur occupe le dernier poste. Si nous ne rendons pas les caractéristiques opératoires bientôt (et si nous ne renouvelons pas notre façon de procéder), si nous ne croyons pas à la conversion permanente à l'Évangile de Jésus, la crise dans huit ou dix ans va nous frapper durement.



# L'Agenda latino-américain 98



Un cadeau
différent qui ne
laisse personne
indifférent

Pour commander votre exemplaire de

L'Agenda latino-américain ou pour connaître la liste

des librairies où il est en vente, communiquez avec le

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine au

(514) 387-2541



### La tête dedans

MYTHES, RÉCITS, CONTES, POÈMES DES INDIENS D'AMÉRIQUE LATINE DE JACQUELINE BALTRAN ET RUBÉN BAREIRO-SAGUIER

En pensant aux 505 années de résistance autochtone, nous sommes tombés sur ce petit livre rempli de beauté et de sagesse. Ce recueil, publié par Maspero en 1980, nous offre une collection riche et variée de la tradition orale des communautés autochtones à travers l'Amérique latine.

La tête dedans nous offre rien de moins que la mémoire collective d'un continent, une littérature transmise de génération en génération, composée de chants et de poèmes qui remontent à un passé précolombien, de récits et de discours qui témoignagent de l'histoire et illuminent le présent. Une littérature vivante et changeante, ancrée dans des cultures millénaires qui demeurent fortes en dépit de cinq siècles de tentatives pour les écraser.

Les anthropologues demeurent en général les témoins privilégiés de ces cultures et leur apport est souvent plus ou moins bien vu par les communautés concernées. Mais leur travail de diffusion de cette littérature pour la partager avec un public non autochtone est d'une importance évidente. Le livre est dédié à la mémoire de Pierre Clastres qui, dans son vécu avec les Guarani du Paraguay, a recueilli et traduit des récits et des poèmes d'une grande beauté, comme le petit poème d'amour qui suit, un chant des Mbya-Guarani de la région du Guaira au Paraguay:

Quand tombe la nuit - la nuit, chante l'oiseau.

Quand tombe la nuit - la nuit.

Mon collier, collier,
tu l'as pris, toi l'oiseau

Mon collier tu l'as pris,
tu l'as pris, toi l'oiseau

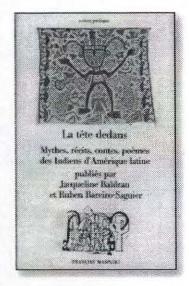
Allons au hasard, dit l'oiseau,
pendant que tombe la nuit.

Tombe la nuit - la nuit, dit l'oiseau.

Allons au hasard - hasard, dit l'oiseau.

À part les histoires et les chants des Aché, des Mbya et des Mak'a des terres Guaranis, cette collection comprend des mythes et des récits des Tzeltals, Macehuales, Chinantecas et Chatinos du Mexique et d'Amérique centrale, riches en ironie sur leur sort après la Conquête. Les Arhuaco de la Colombie par-

lent du vol de leurs terres et de la guerre du Viêt-nam. Des textes quechua s'opposent aux pouvoirs avec une combinaison d'humour et de messianisme. Des poèmes mapuches témoignent de la fierté du passé de la nation tout en faisant la dénonciation de la spoliation à laquelle les Mapuches, comme tant d'autres, ont été assujettis. Et les poèmes, chants et contes de la



jungle amazonienne, des Tatuyo, Sikwani, Andoke, Miraña et Yanomani, parlent de leurs rituels, de la forêt et des animaux, de l'amour et de la révolte.

En dépit de la grande diversité des cultures précolombiennes, on retrouve quand même des caracteristiques qui qui se rejoignent dans leur littérature comme dans leur vécu d'antan et de nos jours. Il y a une vision et une conscience commune qui se dégage de ces textes. Comme écrivent Baldran et Bareiro-Saguier dans leur introduction, «Les nations latino-américaines, héritières de l'esprit colonial, ne peuvent pardonner aux descendants des anciens hommes libres de l'Amérique précolombienne leur rêve d'un monde où l'air, l'eau, la lumière et la terre appartiennent à tous et où les fruits de la nature se répartissent également entre tous les hommes.»

Le livre, *La tête dedans*, est vendu à la Librairie Abya-Yala, au 4555, boul. St-Laurent.

### Va-et-vient

### Assemblée générale

Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine a tenu son assemblée générale le 20 octobre dernier. Trois nouvelles personnes se sont jointes au Conseil d'administration, il s'agit de Nicole Leduc, Normand Breault et Marc-André Campbell. Les personnes qui ont terminé leur mandat ont été chaleureusement remerciées pour leur contribution aux activités de l'organisme, il s'agit de Maria Cartagena, Nadya Ladouceur et André Myre. Après l'assemblée, Paul Cliche de Développement et Paix a présenté un exposé sur la conjoncture en Amérique latine ainsi que deux exemples de résistance et d'organisation populaires.

## Journées québécoises de la solidarité internationale

Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine a participé le 21 septembre dernier à la "Marche pour la solidarité internationale" qui se déroulait au Mont-Royal (du début du sentier jusqu'au chalet). Kiosques d'information et animations théâtrales attendaient les marcheurs et marcheuses. Rappelons que le concept de "Journées québé-

coises de la solidarité internationale, en était à sa première édition. Cette initiative regroupait une quarantaine d'activités organisées un peu partout au Québec.



JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

## Bienvenue au nouveau coordonnateur

Il nous fait plaisir d'annoncer que Claude Rioux a été choisi pour remplacer David Poirier à la coordination du **Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine**. Claude était jusqu'à tout récemment coordonnateur du Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Il a notamment séjourné au Guatemala à titre d'accompagnateur et a voyagé dans plusieurs pays d'Amérique latine. Il a aussi milité longtemps au sein du mouvement étudiant. Bienvenue à bord Claude!

### Un départ à souligner

C'est avec regret que nous vivons le départ de David du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine dont la décision a été motivée par le besoin d'un temps de repos et de réflexion. Dès son arrivée, il y a un peu plus de trois ans, David a été mis en face d'un défi passionnant et exigeant: redonner un élan créateur et dynamique à cet organisme qui battait des ailes, privé qu'il était d'une coordination permanente depuis trois ans. Le nouveau coordonnateur est entré dans l'aventure et s'est consacré à la tâche avec ardeur et générosité, soutenu par un sens de la solidarité à la fois bien enraciné au Québec et axé sur l'international, particulièrement sur l'Amérique latine.

Ayant travaillé de près avec David, nous avons été à même d'apprécier les dons de sa vive intelligence et de ses compétences mises, sans compter, au service des nombreux projets du Comité. Le souvenir de ses grandes qualités d'ouverture, de compréhension et de respect dont sont tissés toutes ses relations humaines restera toujours bien vivant en chacun et chacune de nous.

Merci, David. Nous demeurons, l'équipe du *Caminando*, «en marche» avec toi dans les chemins nouveaux qui s'ouvrivont sur ta route.

L'équipe du Caminando

### S O M M A I R E

Éditorial	2
La page du Centre d'actions urgentes	3
Lettre à Guy Lafleur	4
Stages en Amérique latine:	5
Aprentissage de la solidarité ou tourisme à bon compte?	
Charte pour endiguer le maremoto néolibéral	8
Une colère évangélique	10
Lettre de la CEB «San Pablo Apóstol»	
Brésil : L'autre visage du Mouvement des paysans sans terre	14
El Salvador : La dette agraire est sur le point d'être annulée	15
Honduras : Avocates populaires	16
Mexique : L'Église au XXIe siècle	18
Chronique livres	22
Va-et-vient	23

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

□ JE M'AE	BONNE AU CAMINANDO	
□ JE ME F	RÉABONNE AU CAMINANDO	
NOM		
ADRESSE _		
VILLE	CODE POSTAL	
Abonnement	(4 numéros par année): 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger	
	Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine	
	Adresse: 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6	
	Téléphone: (514) 387-2541 - Télécopieur: (514) 387-5550	

Comité de rédaction: Joëlle Chevrier, Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille. Traduction: Madeleine Perrault.

Collaborations: Massimo Panzino, Claude Rioux Infographie: Bismark Villacrés